

une « vague » d'interdiction contre la presse léopoldiste, mais plutôt à une rapide réautorisation du *Quotidien*. L'expérience montre qu'ils étaient bien informés.

Pour la bourgeoisie, l'affaire Léopold III était surtout un test: pouvait-on se débarrasser déjà, au stade actuel, du soutien des partis « ouvriers » et prendre la mer sous son propre drapeau? Quel était le degré de combattivité des masses? Jusqu'à quel point les classes moyennes étaient-elles décidées de marcher avec le prolétariat? La réponse qu'elle a reçue sur ces différentes questions n'est guère encourageante. Aussi serait-il tout à fait faux de voir la possibilité immédiate dans la situation actuelle, d'un « coup de force » léopoldiste.

Mais la question change d'aspect si on l'envisage sous l'angle de la perspective. En même temps que la bourgeoisie a besoin de Van Acker, elle doit renforcer, avec armes et argent, son extrême droite militante. Plus Van Acker essaye de répondre à ses provocations par l'apaisement et plus elle accentue sa pression. A tout instant, elle fait sentir aux réformistes que s'ils ne « marchent » plus, on pourra, au besoin, faire marcher la milice royaliste. Voilà pourquoi la question royale a tendance à s'éterniser. Voilà pourquoi une situation définitive ne peut être que celle de la République, c'est-à-dire l'action des masses, posant dans toute son ampleur tout le problème du régime. Aussi longtemps que le pouvoir de la bourgeoisie restera indiscuté, la bourgeoisie discutera la délégation du pouvoir de Van Acker, c'est-à-dire le menacera de droite, soit avec la question de Léopold III, soit avec un autre épouvantail. Ce n'est que lorsque le pouvoir de la bourgeoisie lui-même sera mis en question par le prolétariat, à la rue et à l'usine, que la question royale disparaîtra, de la vie politique.

### Vers le Socialisme ou vers la Dictature

La prospérité spéculative qui règne actuellement dans le pays n'enlève rien aux difficultés économiques et aux contradictions sociales dont souffre le régime. Dans la mesure où ces difficultés auront tendance de s'accroître, la bourgeoisie accentuera ses tendances dictatoriales. En dernière analyse, la « solution » bourgeoise, la dictature, ne peut être évitée que si le prolétariat impose « sa » propre solution, le socialisme.

Le prolétariat a indubitablement mûri sa conscience durant la crise royale. Il a reconnu que ses « dirigeants » réformistes et stalinien, qui avaient avec acharnement combattu toute grève pour les intérêts

ouvriers, avaient seulement parlé de grève générale lorsque leur portefeuille parut en danger. Même alors les menaces oratoires étaient accompagnées de tous les freins concrets dans l'action, et aboutirent seulement à empêcher les masses d'agir au moment le plus opportun. Mais ce mûrissement de la conscience ouvrière reste encore à l'état passif; une provocation de la réaction aurait pu lui donner tout à coup une violente expression active; mais c'est précisément parce que la réaction a bien senti cela, qu'elle a pris soin de ne pas provoquer la classe ouvrière par un coup de force.

Passivement le mûrissement de la conscience des masses a entraîné un affaiblissement de l'influence stalinienne, un scepticisme croissant envers tout le mouvement ouvrier, un désintéressement alarmant envers la politique. Mais le prolétariat n'est pas battu; il a seulement passé par une semi-victoire, qui, en servant de prétexte pour l'arrêter et lui interdire la lutte, l'a démoralisé dans une certaine mesure. Il reste toujours prêt à agir; après la période inévitable de tassement que nous vivons actuellement, de nouvelles luttes sociales et économiques surgiront. La classe ouvrière les abordera avec une expérience accrue et trouvera, il faut l'espérer, une nouvelle voie et de nouveaux dirigeants. La cristallisation d'une nouvelle avant-garde dans les syndicats, sur les lieux de travail, au sein même du P. S. et du P. C. constituera l'actif du bilan de la crise royale.

La situation actuelle reste une situation transitoire. La bourgeoisie a essayé d'imposer la dictature; la résistance ouvrière s'est montrée trop forte pour qu'elle arrive à son but. Le prolétariat était prêt de lutter pour imposer sa solution, sa propre direction lui a barré la route. Van Acker, expression du besoin qu'a la bourgeoisie de faux dirigeants ouvriers qui ne servent qu'à barrer la route à leur propre classe, sort en vainqueur de la lutte.

Mais cette victoire est tout éphémère. A mesure que la bourgeoisie et le prolétariat se ressaisiront de l'échec partiel qu'ils viennent de subir pendant la crise royale, la question fondamentale sera de nouveau posée: DICTATURE OU SOCIALISME. Les conciliateurs s'avèreront, comme toujours dans l'histoire, des banqueroutiers. Mais pour que le prolétariat puisse LUTTER avec des chances de succès durant l'étape prochaine du conflit de classe, il faut qu'il se débarrasse d'abord de tous ceux qui freinent son action et démoralisent sa conscience. S'il y parvient, la crise royale aura porté ses fruits.

22 octobre 1945.

E. GERMAIN.

## A propos des „Conseils” ou „Comités” d'Entreprises

### L'Importance de la Discussion pour le Mouvement ouvrier et syndical

Faut-il aider le capitalisme à renaître de ses cendres, ou bien faut-il profiter de sa décadence générale pour l'achever par une série de coups énergiques, telle est la question que posent les thèses du Parti Stalinien et du Mouvement Syndical Unifié (Renard), en ce qui concerne ce que le premier appelle « Comités » et le second « Conseils » d'entreprises.

Le capitalisme est sorti de la seconde guerre mondiale infiniment plus affaibli qu'après la

première, un quart de siècle auparavant. Son appareil économique détruit ou largement entamé, son impuissance désormais évidente pour toutes les couches de la population laborieuse, son influence politique singulièrement amoindrie, auraient dû marquer sa chute définitive et son remplacement par la dictature du prolétariat, premier pas vers un ordre socialiste.

Il n'en a pas encore été ainsi. Dans sa détresse, le capitalisme a trouvé de bonnes âmes charitables pour lui porter secours et le préserver des coups mortels que le prolétariat,

aidé par la plus grande partie des masses populaires, s'appropriait à lui asséner. Le réformisme traditionnel, le réformisme stalinien et le réformisme syndicaliste se sont unis dans un « beau geste » pour « sauver le malheureux d'une mort certaine ».

L'aveu qui a échappé à André Renard, leader du Mouvement Syndical Unifié de Liège, est bien significatif: « La première tentative de force que nous avons menée afin de faire aboutir notre revendication, date de septembre 1944. Nous avons été les seuls à comprendre quels magnifiques instruments de transformation, de révolution sociale, constituaient les Conseils d'entreprise. Sans doute a-t-on, à ce moment, laissé passer une minute révolutionnaire. » (1) La crise mortelle ouverte avec l'effondrement de l'hitlérisme en Europe ne s'est pas transformée immédiatement en crise révolutionnaire. Liés à la bureaucratie stalinienne, aux impérialismes anglais et américain, à leur propre bourgeoisie, les réformistes de toute espèce (dont Renard fait partie, qu'il le veuille ou non) ont su détourner le prolétariat de sa tâche immédiate, qui était de profiter d'une situation favorable pour conquérir des places fortes en vue du renversement définitif de la société capitaliste en Europe. « On » a laissé passer une minute révolutionnaire, parce qu'« on » ne désirait pas le moins du monde la révolution, parce qu'« on » fixait comme objectif au prolétariat, non pas la destruction du capitalisme, mais le sauvetage du capitalisme sous le marque de la « démocratie » à la Pierlot, à la de Gaule, à la Papandreou, à la Bonomi, etc.

Certes, le mouvement pour les Conseils d'entreprise, qui était né pendant l'occupation allemande, notamment en Belgique, constituait un magnifique instrument de « transformation, de révolution sociale ». Le Conseil d'entreprise n'a-t-il pas prouvé dans la Russie de 1917 qu'il constituait la base des Conseils ouvriers, organes du pouvoir prolétarien, et l'instrument nécessaire du contrôle ouvrier sur la production, puis de la gestion ouvrière directe de la production? Mais ce mouvement pour les Conseils d'entreprise n'a finalement abouti qu'à créer une nouvelle bureaucratie syndicale, qui ne se distingue de celle d'avant-guerre que par une confusion extrême dans ses principes. Pourquoi? Avant tout parce que les hommes qui le dirigeaient n'ont pas su se délivrer de leur soi-disant « apolitisme » qui, dans les faits, les a transformés en soutiens de la politique de collaboration de classe des réformistes « socialistes » et stalinien.

Aujourd'hui le problème des Conseils d'entreprise se pose sous un nouvel angle. Il est soulevé à la fois par le stalinien Glineur et le dirigeant du M.S.U. Renard, non plus dans une période révolutionnaire, mais dans une période de « stagnation » du mouvement ouvrier. Cette période sera-t-elle de longue ou de courte durée? Peu importe ici. Ce qui importe, c'est que la « stagnation » est réelle et place le problème des Conseils d'entreprise sous un nouvel angle: non plus l'angle de l'agitation immédiate, mais celui de la propagande « patiente ». Au moins si l'on entend par « Conseil » ou « Comité » d'entreprise, non pas l'étrange mixture réformiste que les Staliniens nous proposent d'avalier, mais bien l'organe prolétarien du contrôle ouvrier sur la production, la base solide du pouvoir des Conseils de travailleurs. Car il y a loin entre le mot d'ordre stalinien des Comités d'entreprise

(qui ne sont en réalité que des Comités de production sous un autre nom) et le mot d'ordre révolutionnaire. Nous voulons montrer aujourd'hui cette différence, mettre en garde les travailleurs et les militants syndicaux contre la théorie stalinienne qui, selon nous, ne peut conduire la classe ouvrière et les syndicats que dans la voie de la collaboration de classe, c'est-à-dire dans la voie de la faillite et de nouvelles défaites.

### Le Projet de Loi de Glineur

Nous reviendrons, lorsque nous parlerons de la brochure de Renard sur « Le Conseil d'Entreprise », sur les illusions quant à la possibilité d'un contrôle ouvrier de la production, accepté « pacifiquement » par le patronat. Nous voulons plutôt montrer, à propos du projet de loi de Glineur, que le Parti Stalinien ne parle du contrôle ouvrier que d'une façon peu sérieuse, dans sa presse quotidienne, mais qu'en réalité il ne veut pas le moins du monde propager ce mot d'ordre. Au contraire, dirons-nous. Le mot d'ordre du P.C.B. donne un tout autre sens au « Comité d'entreprise », il ne veut pas en faire un « pas en avant » vers le contrôle ouvrier, mais un « pas en avant » vers une collaboration de classe « perfectionnée », il ne veut pas en faire l'organe de lutte des travailleurs, mais, au contraire, l'organe qui va permettre au patronat de rétablir patiemment sa domination, d'éviter (si possible) la création de véritables « Comités » ou « Conseils » d'entreprise lors des prochaines luttes.

A la base du projet de loi Glineur, il y a, en effet, toute la politique stalinienne en Europe Occidentale, qui pourrait s'énoncer ainsi: aider les capitalistes français, belges, etc., à reconstruire leur économie délabrée, leur montrer qu'ils peuvent se soustraire encore à la domination américaine, leur montrer qu'ils peuvent orienter leur économie sur l'alliance avec l'U.R.S.S. (et les pays balkaniques ou d'Europe Centrale qui sont dans l'orbite de l'Union Soviétique), éviter ainsi que ces pays deviennent des têtes de pont d'une offensive américaine (et anglaise) contre l'U.R.S.S. Toujours la politique stalinienne s'est orientée, non pas vers la défense de l'U.R.S.S. par les méthodes de la lutte de classe prolétarienne, mais vers la « défense » de l'U.R.S.S. par des méthodes réformistes d'un nouveau genre.

Pour les Staliniens, « défendre » l'U.R.S.S. consiste maintenant à s'introduire le plus possible dans l'appareil d'Etat, et dans l'appareil économique de la bourgeoisie, et à exercer alors une pression accrue sur celle-ci, à la « préserver » de la tutelle américaine. De la théorie léniniste du capitalisme décadent (impérialisme), les Staliniens ne tirent pas la conclusion qu'il faut hâter le renversement total d'une société pourrie, mais qu'il est possible de refaire une jeunesse à cette société par l'introduction de méthodes propres à l'Union Soviétique, et par la collaboration avec la bourgeoisie de la bureaucratie stalinienne, autrement plus « énergique » et plus « dynamique » que la bureaucratie réformiste traditionnelle ankylosée. Ainsi, en U.R.S.S., la production a pu augmenter dans des proportions considérables entre 1917 et 1939. Une des raisons qui ont permis cette augmentation de la production a été le dévouement profond, admirable, du travailleur soviétique, son enthousiasme, sa volonté de rechercher tous les moyens susceptibles d'améliorer le rendement. En fait, cela n'était possible que parce que le

(1) « Le Conseil d'Entreprise », édité par la FGFB, section de Liège (ex-M.S.U.).